

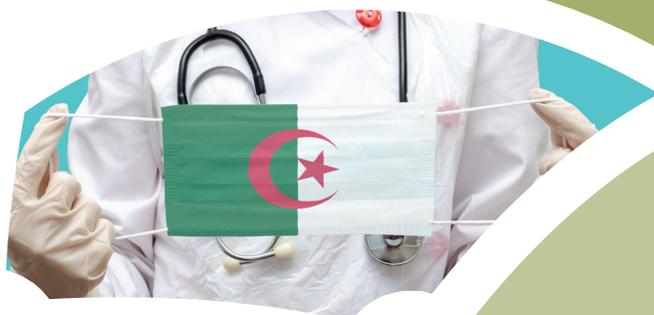
ALGÉRIE



NOTE DE CONJONCTURE

Traverser la pandémie
de COVID-19, engager
les réformes structurelles

Automne 2020



GRUPE DE LA BANQUE MONDIALE
Région Moyen-Orient et Afrique du Nord

Algérie

Note de conjoncture

Traverser la pandémie de COVID-19,
engager les réformes structurelles

Automne 2020



Région Moyen-Orient et Afrique du Nord

TABLE DES MATIÈRES

Liste des acronymes	v
Remerciements	vii
Résumé analytique	ix
Executive summary	xi
الملخص التنفيذي	xiii
Chapitre 1 : Évolutions en 2019	1
Croissance et marché du travail	1
Finances publiques	3
Évolutions monétaires et bancaires	5
Comptes extérieurs	6
Chapitre 2 : L'Algérie face à la pandémie de COVID-19	9
Introduction	9
Le double choc algérien	10
Croissance et marché du travail	12
Comptes extérieurs	14
Finances publiques	15
Évolutions monétaires et bancaires	16
Conclusion	17
Annexe 1: Tableau des indicateurs économiques	19
Bibliographie	21

Liste des figures

Graphique 1	La croissance du PIB a ralenti pour une cinquième année consécutive.....	2
Graphique 2	...entraînée par une baisse marquée de la production d'hydrocarbures	2
Graphique 3	La consommation et l'investissement ont ralenti.....	2
Graphique 4	...mais le secteur des services a soutenu la croissance	2
Graphique 5	Le secteur privé est resté le principal contributeur à l'activité hors hydrocarbures	3
Graphique 6	...même si le secteur public a créé plus d'emplois.	3
Graphique 7	La baisse des dividendes de la BdA a diminué les recettes budgétaires	4
Graphique 8	...tandis que les dépenses en capital ont nettement augmenté.....	4
Graphique 9	Ces trois dernières années, les besoins de financement ont été comblés par le financement monétaire	5
Graphique 10	...par conséquent, la dette publique est majoritairement détenue par la BdA.....	5
Graphique 11	La liquidité a diminué suite à la conclusion du financement monétaire	5
Graphique 12	...et la majorité du nouveau crédit a été octroyé aux entreprises étatiques	5
Graphique 13	En 2019, l'inflation a ralenti alors que les prix alimentaires stagnaient	6
Graphique 14	...tandis que le taux de change effectif réel s'est légèrement apprécié	6
Graphique 15	L'effort de compression des importations s'est poursuivi... ..	7
Graphique 16	...entraîné par une forte baisse de la valeur des importations d'équipements	7
Graphique 17	Malgré la réponse rapide des autorités, une seconde vague d'infections de COVID-19 est en cours	11
Graphique 18	Les prix et les quotas de production de pétrole ont chuté simultanément.....	11
Graphique 19	L'investissement et la consommation ont tous deux reculé au premier trimestre	13
Graphique 20	...tandis que les données de production industrielle publique suggèrent une contraction plus marquée au deuxième trimestre	13
Graphique 21	Le commerce international s'est effondré en 2020.....	15
Graphique 22	...sur fonds d'une dépréciation maîtrisée du dinar	15
Graphique 23	La monnaie en circulation a augmenté avec la baisse de la liquidité bancaire.....	16
Graphique 24	Les pressions inflationnistes sont restées maîtrisées malgré la hausse des prix non-alimentaires	16

LISTE DES ACRONYMES

AGEA	Association Générale des Entrepreneurs Algériens	FNI	Fond National d'Investissement
AIE	Agence Internationale de l'Énergie	FRR	Fond de Régulation des Recettes
ANE	Agence Nationale de l'Emploi	GATMA	Groupe Algérien de Transport Maritime
BADR	Banque d'Agriculture et du Développement Rural	IDA	Indice des directeurs d'achat
BdA	Banque d'Algérie	IDE	Investissement direct étranger
BDL	Banque de Développement Local	IPC	Indice des prix à la consommation
BEA	Banque extérieure d'Algérie	mb/j	millions de barils par jour
CNAS	Caisse Nationale des Assurances Sociales	MENA	Région Moyen-Orient et Afrique du Nord
CNR	Caisse Nationale des Retraites	mtep	Million de tonnes équivalent pétrole
CNY	Yuan chinois	ONS	Office National des Statistiques
CPA	Crédit Populaire d'Algérie	OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
DAPS	Droits additionnels provisoires de sauvegarde	PAJE	Programme d'Appui Jeunesse Emploi
DTS	Droits de tirage spéciaux	PIB	Produit intérieur brut
DZD	Dinar algérien	PME	Petites et moyennes entreprises
EMA	Entreprise Métro d'Alger	PNP	Prêts non performants
ETUSA	Entreprise de Transport Urbain et Suburbain d'Alger	pp	Points de pourcentage
EPE	Entreprise publique économique	SNTF	Société Nationale des Transports Ferroviaires
EUR	Euro	TCEN	Taux de change effectif nominal
		TCER	Taux de change effectif réel
		USD	Dollar des États-Unis

REMERCIEMENTS

Le présent bulletin de conjoncture économique pour l'Algérie rend compte des principales évolutions et politiques économiques récentes. Il les replace dans un contexte global et à plus long terme, puis en évalue les conséquences pour les perspectives de l'Algérie. Les thèmes abordés vont de la macroéconomie aux marchés financiers en passant par les indicateurs de bien-être et de développement humain. Le rapport s'adresse à un large public, notamment aux décideurs politiques, aux chefs d'entreprise, aux acteurs des marchés financiers et à la communauté des analystes et professionnels travaillant en Algérie. La date limite pour la prise en compte des données est le 17 décembre 2020.

L'état de la situation de l'économie en Algérie est le fruit du travail de l'équipe Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) du pôle mondial d'expertise en Macroéconomie, commerce et investissement (MTI) du Groupe de la Banque mondiale. Il a été dirigé par Cyril Desponts (économiste, MTI) et Shahrzad Mobasher Fard (consultante, MTI), sous la direction générale d'Éric Le Borgne (responsable de pôle).

Les auteurs tiennent à remercier Jesko Hentschel (directeur pays), Emmanuel Cuvillier (représentant résident) et Gabriel Sensebrenner

(responsable de programme) pour leurs précieuses observations durant la préparation et la révision de ce rapport. Ils sont particulièrement reconnaissants au Ministère des Finances de l'Algérie pour leurs commentaires avant la publication. De l'équipe de la Banque mondiale, les auteurs remercient également Muna Abed Salim (assistante de programme senior, MTI) et Isabelle Poupaert (assistante pour les relations extérieures senior) pour leur soutien pendant la préparation du rapport et Amina Iraqi (consultante, MTI) pour la traduction du résumé analytique en arabe.

Les constatations, interprétations et conclusions exprimées dans ce rapport sont celles du personnel de la Banque mondiale et ne reflètent pas nécessairement les vues du Conseil des administrateurs de la Banque mondiale ou des pays que ceux-ci représentent. Pour des informations sur la Banque mondiale et ses activités en Algérie, y compris des copies électroniques de la présente publication, rendez-vous sur le site <https://www.banquemondiale.org/fr/country/algeria>.

Pour toute question ou observation sur le contenu de cette publication, veuillez prendre contact avec Cyril Desponts (cdesponts@worldbank.org) et Éric Le Borgne (eleborgne@worldbank.org).

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Ce rapport fournit un aperçu des récentes évolutions macroéconomiques en Algérie et des perspectives économiques à court terme du pays. Le rapport est divisé en deux chapitres. Le chapitre 1 présente les évolutions macroéconomiques du pays en 2019, brossant ainsi le contexte des évolutions sans précédent survenues en 2020 à la suite de la pandémie de COVID-19. Le chapitre 2 décrit l'impact de la pandémie de COVID-19 et de l'effondrement simultané des prix du pétrole sur différents aspects du tissu économique algérien. Enfin, la conclusion aborde les perspectives de l'économie algérienne.

En 2019, le rythme de la croissance de l'économie algérienne s'est ralenti pour une cinquième année consécutive dans un contexte de mobilisation sociale et de transition politique prolongées, qui a affaibli la confiance et les dépenses des consommateurs et des entreprises. Du point de vue sectoriel, le recul structurel du secteur des hydrocarbures s'est poursuivi, marquant un recul de 4,9 %, tandis que les secteurs hors hydrocarbures connaissaient une modeste augmentation de 2,4 % en termes réels. Le taux de chômage est resté stable à 11,4 % en 2019, avec la création de 232 000 emplois entre avril 2018 et mai 2019. L'indice national des prix à la consommation est resté sous contrôle, passant de 3,5 % en 2018 à 2,3 % en 2019. Le déficit budgétaire global de l'Algérie s'est détérioré, passant de 6,8 % du produit intérieur brut (PIB) en 2018 à

9,6 % du PIB en 2019, sous l'effet de la baisse des revenus des hydrocarbures et de l'augmentation des investissements publics, faisant passer le ratio dette/PIB de 38,9 % du PIB, fin 2018, à 44,9 % du PIB, fin 2019. Le déficit du compte courant est resté important, mais relativement stable en 2019, la baisse des exportations d'hydrocarbures étant largement compensée par une baisse voulue des importations de biens (visant à préserver les réserves de devises) et une réduction du déficit du commerce des services. Le taux de change effectif réel s'est quant à lui légèrement apprécié, résultant en une perte de compétitivité internationale. La liquidité bancaire a chuté en 2019 avec la clôture du programme de financement monétaire en mars 2019, le financement du déficit budgétaire de 2019 et l'augmentation progressive du taux de réserve obligatoire des banques jusqu'à 10 % durant l'été 2019.

Même si les données des comptes nationaux doivent encore être publiées pour le deuxième trimestre 2020, il est permis de dire qu'à l'approche du deuxième trimestre de 2020, l'élan économique est resté faible avec, au premier trimestre 2020, une contraction de 3,9 % de l'activité économique en glissement annuel. Pour le deuxième trimestre 2020, les données sur la production industrielle du secteur public indiquent une accentuation de la contraction globale enregistrée au trimestre précédent à la suite de l'introduction des mesures de confinement liées à la COVID-19. Les pertes économiques des entreprises

publiques ont été substantielles, en particulier dans les secteurs de l'énergie et des transports. Bien que les données sur les pertes économiques du secteur privé ne soient pas disponibles, plusieurs enquêtes révèlent néanmoins que les entreprises privées ont vu leurs activités gravement affectées par la pandémie de COVID-19 avec des répercussions notables sur le marché de l'emploi. Les secteurs les plus touchés par la pandémie ont été les transports, le tourisme, la restauration, l'hôtellerie, l'artisanat, l'énergie et le commerce de détail et de gros. En outre, les petites et moyennes entreprises, et les travailleurs indépendants et occasionnels auraient le plus souffert de l'arrêt des activités. L'Agence Nationale de l'Emploi fait également état d'une baisse de l'offre de main-d'œuvre.

En réponse à la pandémie de COVID-19, les autorités ont pris plusieurs mesures pour apporter une aide immédiate aux ménages et aux entreprises. En mai 2020, on dénombrait 322 000 bénéficiaires de l'Allocation forfaitaire de solidarité d'un montant mensuel de 30 000 dinars algériens versés pendant trois mois aux personnes à faible revenu. Un soutien en nature, sous forme de produits alimentaires et d'eau, a également été distribué à 600 000 ménages. En outre, l'allocation de solidarité du Ramadan, dont le montant est passé de 6 000 dinars à 10 000 dinars, a été étendue à 2,2 millions de ménages. Parmi les autres mesures d'aide, citons le report de la déclaration et du paiement des impôts sur le revenu pour les particuliers et les entreprises, à l'exception des grandes entreprises, et l'assouplissement des délais contractuels et des pénalités pour les entreprises enregistrant des retards dans l'achèvement des travaux publics. Parmi les mesures bancaires figurent

l'abaissement de 3,5 % à 3 % du principal taux directeur de la Banque d'Algérie et la diminution de 10 % à 3 % du taux de réserve obligatoire. La Banque d'Algérie a également assoupli les ratios de solvabilité, de liquidité et de prêts non performants des banques et a permis l'extension de certains prêts sans provisionnement supplémentaire. Une dépréciation du taux de change a permis d'alléger les besoins de financement budgétaire et extérieur, tout en soutenant l'objectif du Gouvernement de réduire la facture des importations.

L'économie algérienne devrait afficher une contraction importante du PIB réel en 2020, sous l'effet du double choc des mesures de confinement et de la chute des recettes des exportations d'hydrocarbures causé par la pandémie de COVID-19. Plusieurs risques à la baisse menacent la reprise économique : la possibilité d'une crise sanitaire prolongée si un vaccin se fait trop attendre ou s'avère peu efficace ; les difficultés à répondre aux besoins de financement croissants du budget, potentiellement accrus par la réalisation d'importants engagements conditionnels dus aux banques et entreprises publiques ; et l'inflation croissante entraînée en partie par la hausse des prix des importations. Dans ce contexte, le Gouvernement algérien a annoncé d'ambitieuses réformes structurelles visant à accélérer la transition vers un modèle de développement économique tiré par le secteur privé, tout en préservant le soutien aux tranches les plus vulnérables de la population. La réussite de cette entreprise reposera sur le caractère décisif de l'agenda des réformes, sur l'ampleur de la réponse du secteur privé, et sur la capacité des autorités à rétablir simultanément les équilibres macroéconomiques.



EXECUTIVE SUMMARY

This report presents an overview of Algeria's recent macroeconomic developments and of its short-term economic outlook. The report is divided into two chapters. Chapter 1 presents the country's macroeconomic developments in 2019, which establishes the context for the unprecedented developments of 2020 related to the COVID-19 pandemic. Chapter 2 details the impact of the COVID-19 pandemic and concurrent crash in oil prices on various dimensions of Algeria's economic fabric. Finally, the conclusion presents the short-term outlook for the Algerian economy.

In 2019, Algeria's economic growth rate decelerated for a fifth consecutive year amid the protracted social mobilization and political transition, which weakened consumer and business confidence and spending. At the sectoral level, the structural decline of the hydrocarbon industry persisted, with the industry declining by 4.9 percent, while the non-hydrocarbon segment rose by a modest 2.4 percent in real terms. The unemployment rate remained unchanged at 11.4 percent in 2019, with 232,000 jobs created between April 2018 and May 2019. The national Consumer Price Index (CPI) remained well contained, rising by 2.3 percent in 2019, down from 3.5 percent in 2018. Algeria's overall fiscal balance worsened from -6.8 percent of GDP in 2018 to -9.6 percent of GDP in 2019 as a result of the fall in hydrocarbon revenues and increased public investment, pushing Algeria's debt-to-GDP ratio from

38.9 percent of GDP at end-2018 to 44.9 percent of GDP at end-2019. The current account deficit remained significant but relatively unchanged in 2019, with the fall in hydrocarbon exports being largely offset by a managed fall in goods imports (to preserve foreign exchange reserves) and the reduction in the services trade deficit. The real effective exchange rate slightly appreciated, leading to a loss of international competitiveness. Banking liquidity fell in 2019 amid the conclusion of the monetary financing program in March 2019, the financing of the 2019 budget deficit and the gradual rise in the bank reserve requirement ratio to 10 percent in the Summer of 2019.

Although second quarter national accounts data for 2020 are yet to be published, the economic momentum heading into Q2/2020 remained feeble, with economic activity contracting by 3.9 percent Y/Y in Q1/2020. Data on public industrial production in Q2/2020 point to a steepening of the overall contraction recorded in Q1/2020 following the introduction of COVID-19-related containment measures. Economic losses among SOEs have been substantial, particularly in the energy and transport sectors. While data on economic losses for the private sector are not available, several surveys reveal that private businesses saw their activities severely impacted by the COVID-19 pandemic, with notable repercussions on the labor market. The sectors most affected by the pandemic were those comprised in transportation, tourism, restaurant,

hotel, arts and crafts, energy, and retail and wholesale trade businesses. Employees working in small- and medium-sized enterprises, along with self-employed and occasional workers, are expected to be the most adversely affected by the lack of activity. The *Agence Nationale de l'Emploi (ANE)* also reported a decline in the supply of labor.

In response to the COVID-19 pandemic, authorities took several measures to provide immediate relief to households and to businesses. As of May 2020, there were 322,000 beneficiaries of the *Allocation forfaitaire de solidarité*, which provided an allowance of 30,000 DZD per month to low-income job earners over the course of three months. In-kind support, consisting of food items and water, was also distributed to 600,000 households. Furthermore, the Ramadan solidarity grant was extended to 2.2 million households, with amounts raised from 6,000 DZD to 10,000 DZD. Other relief measures include the postponement of the declaration and payments of income taxes for individuals and enterprises, except for large enterprises, and the relaxation of contractual deadlines and penalties for companies that experience delays in completing public works. Banking measures included the lowering of the main policy rate by the Banque d'Algérie (BdA) from 3.5 percent to 3 percent and the lowering of the reserve requirement ratio from 10 percent to 3 percent. The BdA also eased

solvency, liquidity and non-performing loan (NPL) ratio for banks, and allowed the extension of some loans without additional provisioning. The exchange rate was allowed to depreciate, easing the budget and external financing needs, while supporting the Government's objective to curb the import bill.

The Algerian economy is projected to post a significant real GDP contraction in 2020 as a result of the twin shocks brought about by the COVID-19 pandemic: containment measures and the fall in hydrocarbon export receipts. There are several downside risks to the economic recovery. These risks consist of the possibility of a protracted sanitary crisis with the deployment of a vaccine being delayed or proving to be less effective, challenges in meeting the rising budget financing requirements (potentially augmented by the realization of large contingent liabilities arising from public banks and SOEs), as well as mounting inflation induced in part by higher import prices. Against this background, the Government of Algeria has announced far-reaching structural reforms to transition towards a private-led economic development model, while preserving support to the most vulnerable segments of the population. Its success will hinge on the decisiveness of the reform agenda, on the strength of the private sector response, and on the authorities' ability to concurrently restore macroeconomic equilibria.

الملخص التنفيذي

مارس 2019، تمويل عجز موازنة في عام 2019 والارتفاع التدريجي في نسبة متطلبات الاحتياطي المصري إلى 10 في المئة في صيف 2019.

على الرغم من أن بيانات الحسابات القومية للربع الثاني لعام 2020 لم تُنشر بعد، إلا أن الزخم الاقتصادي المتجه إلى الربع الثاني من عام 2020 ظل ضعيفاً، مع تقلص النشاط الاقتصادي بنسبة 3.9 في المئة على أساس سنوي في الربع الأول من 2020. تشير البيانات عن الإنتاج الصناعي العام في الربع الثاني من عام 2020 إلى زيادة حدة الانكماش الإجمالي المسجل في الربع الأول من عام 2020 بعد إدخال تدابير الاحتواء المتعلقة ب كوفيد-19. كانت الخسائر الاقتصادية بين الشركات المملوكة للدولة كبيرة، لا سيما في قطاعي الطاقة والنقل. في حين أن البيانات المتعلقة بالخسائر الاقتصادية للقطاع الخاص غير متوفرة، كشفت عدة دراسات إستقصائية أن الشركات الخاصة شهدت تأثر أنشطتها بشدة بسبب جائحة كوفيد-19، مع تداعيات ملحوظة على سوق العمل. وكانت القطاعات الأكثر تضرراً من الوباء هي النقل، السياحة، المطاعم، الفنادق، الفنون والحرف اليدوية، الطاقة، البيع القطاعي و تجارة الجملة. كما أفادت وكالة الوطنية للتوظيف عن انخفاض في عرض العمالة.

استجابةً لوباء كوفيد-19، اتخذت السلطات عدة تدابير لتوفير الإغاثة الفورية للأسر والشركات. اعتباراً من مايو 2020، كان هناك 322.000 مستفيد من Allocation forfaitaire de solidarité، والذي قدم بدلاً قدره 30.000 دينار جزائري شهرياً لأصحاب الوظائف المنخفضة الدخل على مدار ثلاثة أشهر. كما تم توزيع الدعم العيني المكون من مواد غذائية ومياه على 600 ألف أسرة. علاوة على ذلك، تم تقديم منحة التضامن الرمضانية إلى 2.2 مليون أسرة، بمبالغ تم رفعها من 6000 دينار إلى 10000 دينار. وتشمل تدابير الإغاثة الأخرى تأجيل إعلان ودفع ضرائب الدخل للأفراد والمؤسسات، باستثناء الشركات الكبيرة، وتخفيف المواعيد النهائية التعاقدية والعقوبات على الشركات التي تعاني من تأخيرات في إنجاز الأشغال العامة. تضمنت الإجراءات المصرفية تخفيض

ي قدم هذا التقرير لمحة عامة عن التطورات الاقتصادية الأخيرة في الجزائر والتوقعات الاقتصادية على المدى القصير. التقرير مقسم إلى فصلين. يعرض الفصل الأول تطورات الاقتصاد في البلاد في عام 2019، والذي يحدد سياق التطورات غير المسبوقة لعام 2020 المتعلقة بجائحة كوفيد-19. يوضح الفصل الثاني بالتفصيل تأثير جائحة كوفيد-19 وتأثير الانهيار المتزامن في أسعار النفط على أبعاد مختلفة من النسيج الاقتصادي الجزائري. أخيراً، يعرض الاستنتاج المنظور قصير المدى للاقتصاد الجزائري.

في عام 2019، تباطأ معدل النمو الاقتصادي في الجزائر للعام الخامس على التوالي وسط التعبئة الاجتماعية المطولة والتحول السياسي، مما أضعف ثقة المستهلك، الشركات والإنفاق. على المستوى القطاعي، استمر التدهور الهيكلي لصناعة الهيدروكربونات، مع تراجع الصناعة بنسبة 4.9 في المئة، بينما ارتفع القطاع غير النفطي بنسبة متواضعة 2.4 في المئة بالقيمة الحقيقية. ظل معدل البطالة دون تغيير عند 11.4 في المئة في عام 2019، مع خلق 232 ألف وظيفة بين أبريل 2018 ومايو 2019. ظل مؤشر أسعار المستهلك الوطني تحت سيطرة، حيث ارتفع بنسبة 2.3 في المئة في عام 2019، بانخفاض 3.5 في المئة في عام 2018. تدهور العجز المالي من 6.8 في المئة من الناتج المحلي الإجمالي في عام 2018 إلى 9.6 في المئة من الناتج المحلي الإجمالي في عام 2019 نتيجة لانخفاض عائدات الهيدروكربونات وزيادة الاستثمار العام، مما أدى إلى إرتفاع نسبة الدين في الجزائر من 38.9 في المئة من الناتج المحلي الإجمالي في نهاية عام 2018 إلى 44.9 في المئة من الناتج المحلي الإجمالي في نهاية عام 2019. ظل عجز الحساب الجاري كبيراً ولكنه لم يتغير نسبياً في عام 2019، حيث تم تعويض الانخفاض في صادرات الهيدروكربونات إلى حد كبير من خلال انخفاض واردات السلع (للحفاظ على احتياطات النقد الأجنبي) وانخفاض عجز تجارة الخدمات. شهد سعر الصرف الفعلي الحقيقي ارتفاعاً طفيفاً، مما أدى إلى فقدان القدرة التنافسية الدولية. وتراجعت السيولة المصرفية في عام 2019 وسط انتهاء برنامج التمويل النقدي في

تتكون هذه المخاطر من احتمال حدوث أزمة صحية مطولة مع تأخير نشر اللقاح أو إثبات أنه أقل فعالية، وتحديات في تلبية متطلبات تمويل الميزانية المتزايدة، والتي من المحتمل أن تزيد من خلال تحقيق المطلوبات المحتملة الكبيرة الناتجة عن البنوك العامة والشركات المملوكة للدولة، فضلا عن التضخم المتزايد الناجم جزئيا عن ارتفاع أسعار الواردات. في ظل هذه الخلفية، أعلنت الحكومة الجزائرية عن إصلاحات هيكلية بعيدة المدى للانتقال نحو نموذج التنمية الاقتصادية التي يقودها القطاع الخاص، مع الحفاظ على الدعم للفئات الأكثر ضعفاً من السكان. وسيعتمد نجاحها على مدى حسم برامج الإصلاح، وعلى قوة استجابة القطاع الخاص، وعلى قدرة السلطات على استعادة التوازن الاقتصادي بشكل متزامن.

سعر الفائدة الرئيسي من قبل بنك الجزائر من 3.5 في المئة إلى 3 في المئة وخفض معدل الاحتياطي من 10 في المئة إلى 3 في المئة. كما خفض بنك الجزائر الملاءة المالية، ونسبة السيولة والقروض المتعثرة للبنوك، وسمح بتمديد بعض القروض دون مخصصات إضافية. تم السماح لسعر الصرف بالانخفاض، مما أدى إلى تخفيف الميزانية واحتياجات التمويل الخارجي، مع دعم هدف الحكومة للحد من فاتورة الاستيراد.

من المتوقع أن يسجل الاقتصاد الجزائري انكماشاً حقيقياً كبيراً في إجمالي الناتج المحلي في عام 2020 نتيجة للصدمات المزدوجة لتدابير الاحتواء وانخفاض عائدات تصدير الهيدروكربونات الناجم عن وباء كوفيد-19. هناك العديد من المخاطر السلبية على الانتعاش الاقتصادي.



ÉVOLUTIONS EN 2019

Croissance et marché du travail

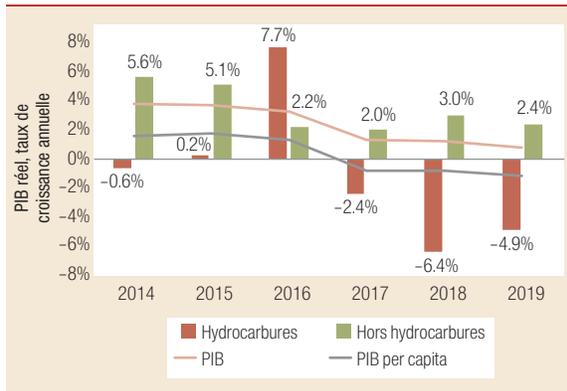
En 2019, la croissance de l'économie algérienne a ralenti pour une cinquième année consécutive, dans un contexte de mobilisation sociale et de transition politique prolongées. Avec une confiance et des dépenses des consommateurs et des entreprises amoindries, l'Algérie a connu un ralentissement de la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel, qui est passée de 1,2 % en 2018 à 0,8 % en 2019. Les dépenses de consommation, qui représentent 54 % du PIB réel du pays, ont augmenté de 2,0 % en 2019 (contre 2,7 % en 2018) sous l'effet d'un affaiblissement de la consommation privée (2,1 % en 2019 contre 2,8 % en 2018) et publique (1,9 % en 2019 contre 2,3 % en 2018). L'investissement, qui représente 36 % du PIB réel du pays, a augmenté de 1,0 % en 2019 contre 3,1 % en 2018, la croissance des investissements publics étant partiellement compensée par la baisse des investissements privés, en partie imputable au gel prolongé des appels d'offres publics, aux arriérés dus au secteur privé et à la baisse de la confiance des entreprises sur fonds d'enquêtes judiciaires impliquant des chefs d'entreprises. En même temps, les exportations

nettes sont restées relativement inchangées, les exportations et importations de biens et services se contractant respectivement de 6,1 % et 6,9 % en 2019 (graphiques 1 et 3).

Au niveau sectoriel, le recul structurel de l'industrie des hydrocarbures a persisté, avec une modeste contribution du segment hors hydrocarbures à la croissance de l'économie. L'industrie des hydrocarbures, qui représente 25 % de l'économie algérienne, s'est contractée de 4,9 % en 2019, tandis que le segment hors hydrocarbures enregistrait une croissance de 2,4 %. Plusieurs années de sous-investissement dans l'exploration et l'exploitation de l'industrie pétrolière et gazière expliquent cette contraction. Les autorités tentent de pallier le problème à l'aide d'une nouvelle Loi sur les hydrocarbures adoptée en décembre 2019, qui prévoit des conditions plus favorables pour attirer l'investissement direct étranger (IDE) des compagnies pétrolières internationales.¹ La contribution à la croissance économique des secteurs des services, de

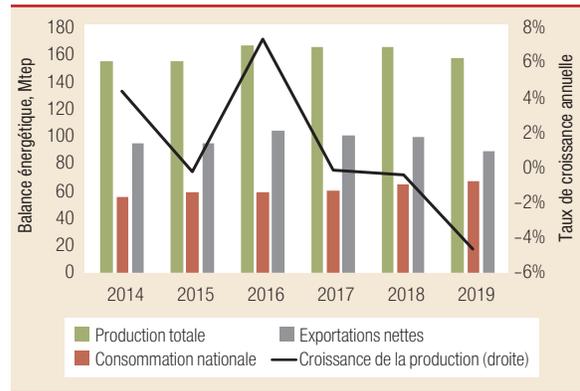
¹ Entre 2007 et 2019, la production d'hydrocarbures est passée de 200 à 157 milliards de tonnes d'équivalent pétrole.

GRAPHIQUE 1 • La croissance du PIB a ralenti pour une cinquième année consécutive...



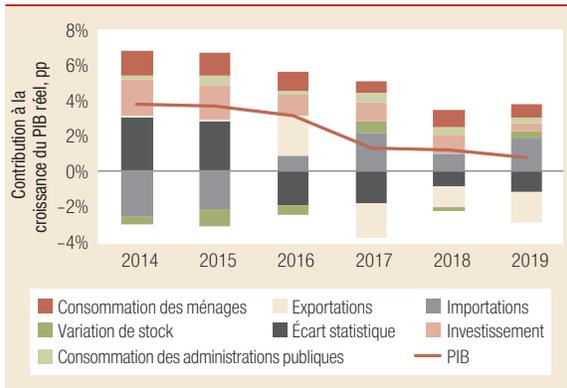
Source : Office National des Statistiques (ONS).

GRAPHIQUE 2 • ...entraînée par une baisse marquée de la production d'hydrocarbures



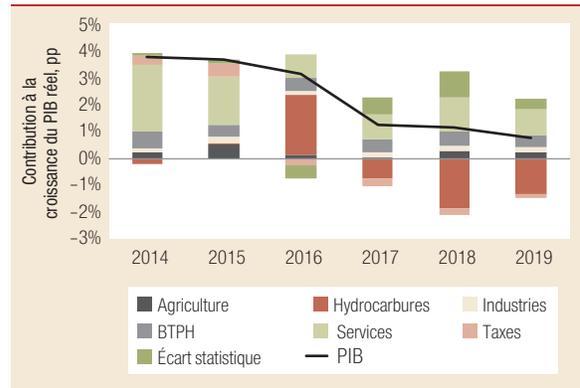
Source : Ministère de l'Énergie.

GRAPHIQUE 3 • La consommation et l'investissement ont ralenti...



Source: ONS.

GRAPHIQUE 4 • ...mais le secteur des services a soutenu la croissance



Source: ONS.

l'agriculture et de la construction a été plus modeste qu'en 2018. Celle plus faible du secteur des services est essentiellement imputable à la baisse d'activité du secteur des transports et des communications, et de celui des hôtels, cafés et restaurants. Le ralentissement de la croissance du secteur agricole, de 3,5 % en 2018 à 2,7 % en 2019, s'explique principalement par une baisse des rendements au troisième trimestre par rapport au record enregistré au cours de la même période de référence en 2018. Avec le ralentissement de l'investissement, le taux de croissance du secteur de la construction a diminué de 5,3 % en 2018 à 3,9 % en 2019 (graphiques 2 et 4).²

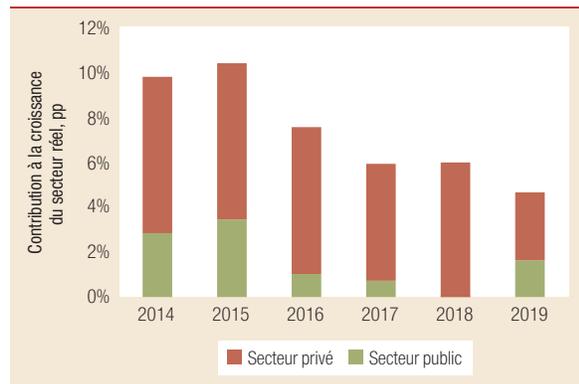
Même si le secteur privé est resté le principal moteur de la croissance économique en 2019, le

secteur public a généré plus d'emplois. En 2019, la contribution du secteur privé à la valeur ajoutée totale du secteur réel,³ hors hydrocarbures, a atteint 64 %, mais n'a généré que 37 % des 280 000 emplois nets créés entre septembre 2018 et mai 2019. Les contributions les plus notables provenaient de

² L'Association Générale des Entrepreneurs Algériens (AGEA) considère 2019 comme une « année blanche » et signale que dans un contexte de faible demande publique, plus de 20 000 entreprises de construction ont interrompu leurs activités et que plus de 150 000 travailleurs ont été temporairement licenciés.

³ Selon l'ONS, le secteur réel désigne l'agrégat des 19 secteurs NSA, excluant ainsi les secteurs financier et immobilier, ainsi que les services publics.

GRAPHIQUE 5 • Le secteur privé est resté le principal contributeur à l'activité hors hydrocarbures...



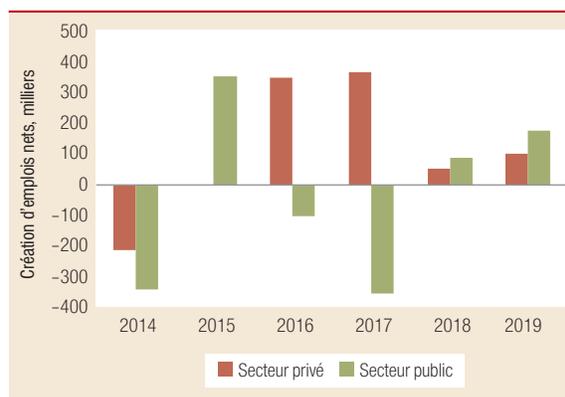
Source : ONS.

Note: Selon l'ONS, le secteur réel désigne l'agrégat des 19 secteurs NSA, excluant ainsi les secteurs financier et immobilier, ainsi que les services publics.

l'agriculture (+1,2 points de pourcentage), de la construction (+0,8 pp) ainsi que des transports et communications (+0,7 pp). Les investissements privés représentaient 64 % des investissements totaux. Alors qu'au premier semestre 2019, l'enregistrement net de petites et moyennes entreprises (PME) a augmenté de 7,2 % en glissement annuel, l'emploi qui s'y rapporte a cru de 4,8%.⁴ Le rôle potentiel des IDE dans l'accès au capital, le transfert des connaissances et l'accès aux marchés internationaux est également resté limité, avec une moyenne d'IDE entrants atteignant 0,6 % du PIB par an sur la période allant de 2017 à 2019. La loi de finances 2020 vise à accroître ce niveau d'IDE à l'aide d'une disposition levant la règle des 51/49 applicable à la propriété étrangère dans les secteurs non stratégiques (graphiques 5 et 6).

La création nette d'emplois ayant surpassé le nombre d'entrants sur le marché du travail, le chômage a diminué. Entre septembre 2018 et mai 2019, 280 000 emplois ont été créés (le taux d'emploi augmentant de 36,8 % à 37,4 %) ce qui, jumelé à l'entrée de 267 000 individus sur le marché du travail (le taux de participation augmentant de 41,7 % à 42,2 %), a diminué de 13 000 le nombre de chômeurs. Ainsi, le taux de chômage est passé de 11,7 % à 11,4 %. Son évolution diffère toutefois par sexe, diminuant de 9,9 % à 9,1 % chez les hommes, contre une augmentation de 19,4 % à 20,4 % chez les femmes, pour un taux de participation respectif au marché du

GRAPHIQUE 6 • ...même si le secteur public a créé plus d'emplois



Source : ONS.

Note: En 2019, la variation nette de l'emploi est mesurée de septembre 2018 à mai 2019 pour cause d'indisponibilité de données plus récentes. Pour les années précédentes, elle est mesurée de septembre à septembre.

travail de 66,8 % et 17,3 % en mai 2019. Les conditions du marché du travail se sont légèrement dégradées au cours des dernières années, avec un taux de chômage passant de 10,6 % en septembre 2014 à 11,4 % en mai 2019.

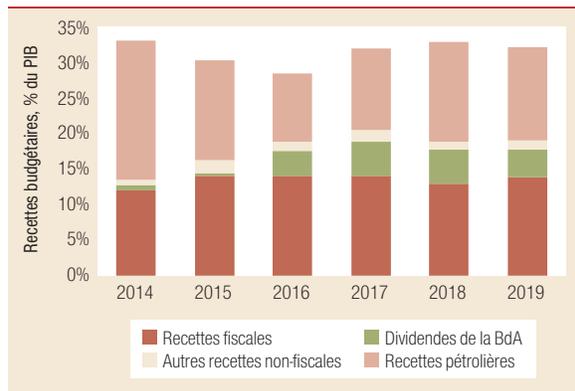
Finances publiques

Le déficit budgétaire global de l'État algérien s'est creusé, passant de 6,8 % du PIB en 2018 à 9,6 % en 2019, en raison de la baisse des recettes des hydrocarbures et de l'augmentation de l'investissement public. La diminution des recettes des hydrocarbures a entraîné une chute des recettes publiques de 1,2 % du PIB, tandis que les recettes hors hydrocarbures restaient stables, avec une compensation de la baisse des dividendes de la Banque d'Algérie par une augmentation des recettes fiscales.⁵ Celle-ci était principalement liée à celle des

⁴ Ministère de l'Industrie et des Mines, novembre 2019. Basé sur les données d'enregistrement à la protection sociale (CNAS).

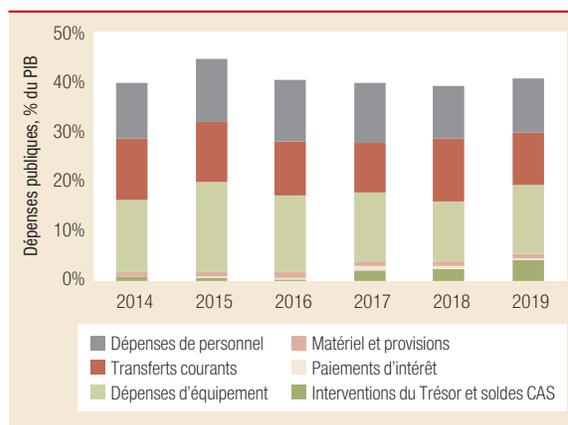
⁵ Les dividendes de la Banque d'Algérie proviennent des bénéfices réalisés en échangeant l'excédent du compte courant entre 2000 et 2014 et en vendant des réserves de devises à un taux de change plus avantageux les années suivantes.

GRAPHIQUE 7 • La baisse des dividendes de la BdA a diminué les recettes budgétaires...



Source : Ministère des Finances.

GRAPHIQUE 8 • ...tandis que les dépenses en capital ont nettement augmenté



Source : Ministère des Finances.

recettes de l'impôt sur le revenu dans un contexte d'augmentation de l'emploi public, des taux de la taxe sur les produits pétroliers et des droits de douane à la suite de l'imposition de droits conséquents de sauvegarde à l'importation.⁶ En même temps, les dépenses publiques, incluant le solde déficitaire des CAS et les interventions du Trésor, ont augmenté de 1,6 % du PIB, avec une augmentation de 1,4 % des dépenses courantes par rapport à 2018⁷ et de 17,7 % des dépenses d'investissement.⁸ Les interventions du Trésor public ont explosé (+66,9 %, à 863 milliards de dinars), dans le cadre d'un soutien public accru aux entreprises publiques. En même temps, un montant équivalent à 3,3 % du PIB a été transféré du Fonds national d'investissement (FNI) vers la Caisse Nationale des Retraites (CNR), financé par le financement non conventionnel, entraînant une hausse significative des dépenses par l'entremise des comptes d'affectation spéciale.⁹

On estime que le ratio de la dette algérienne par rapport au PIB est passé de 38,9 % du PIB en 2018 à 44,9 % en 2019, le besoin de financement budgétaire étant couvert par un prélèvement sur la Sonatrach et le financement non conventionnel. À la fin de 2019, plus de 70 % de la dette publique algérienne étaient détenus par la Banque d'Algérie dans le cadre d'un vaste programme de financement monétaire initié en 2017 et représentant 32,1 % du PIB de 2019.¹⁰ Le taux d'intérêt annuel de cette dette à long terme

est de 0,5 %. La dette publique externe, quant à elle, atteint à peine 0,8 % du PIB. Ces dernières années, la dette intérieure à court terme a été remplacée par des obligations à un et deux ans, dont les rendements sont progressivement passés de 2 % à 5 % entre 2016 et 2019. Le financement du déficit global de 2019, représentant 9,6 % du PIB, provient d'une part d'un prélèvement de 807 milliards de dinars sur les liquidités des entreprises publiques, où la contribution de la Sonatrach constitue la majeure partie (708 milliards de dinars¹¹) et, d'autre part, du financement non conventionnel de la Banque d'Algérie (1 000 milliards de dinars) (graphiques 8 et 9).

⁶ Les droits additionnels provisoires de sauvegarde (DAPS) ont imposé des droits de douane allant jusqu'à 200 % sur certains produits.

⁷ En excluant le transfert de 2,5 % du PIB à la Caisse Nationale des Retraites (CNR) en 2018.

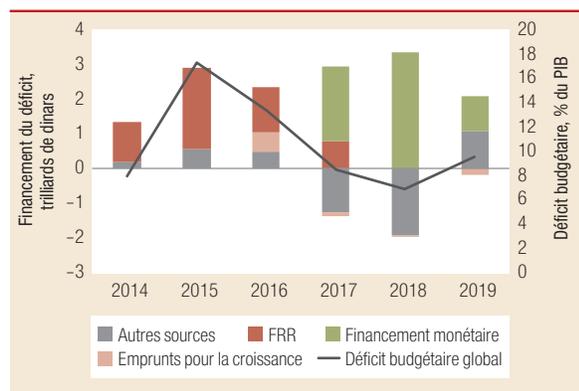
⁸ Bien que les ministères sectoriels n'aient pas nécessairement dépensé la totalité de l'investissement.

⁹ Le transfert de 2018 à la CNR représentait 2,5 % du PIB.

¹⁰ Sur un montant total de 6 556 milliards de dinars, 38 % devaient servir au financement du déficit, 28 % au règlement de la dette du Trésor à l'égard de la Sonatrach et de la Sonelgaz, et à celui de l'Emprunt pour la Croissance émis en 2015 ; 27 % au Fonds national d'investissement ; et 8 % à la CNR pour le refinancement de la dette à l'égard de la Caisse Nationale des Assurances Sociales (CNAS).

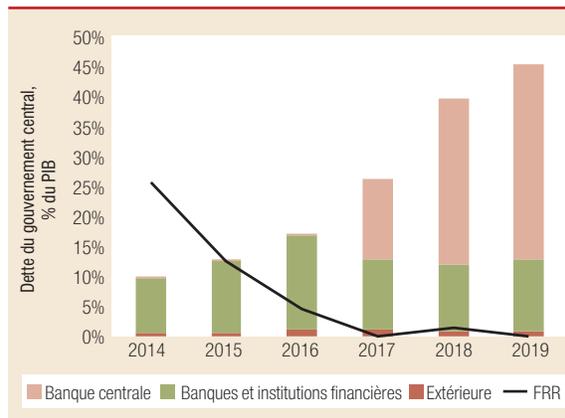
¹¹ Sonatrach, 2019.

GRAPHIQUE 9 • Ces trois dernières années, les besoins de financement ont été comblés par le financement monétaire...



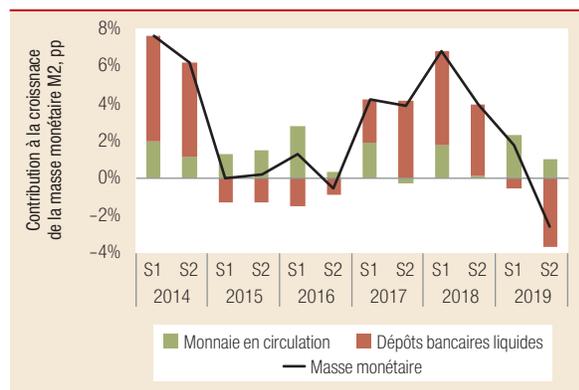
Source : Ministère des Finances et Banque d'Algérie (BdA); calculs de la Banque mondiale.
 Note : En 2017 et 2018, les autres sources de financement étaient négatives, principalement parce que le financement monétaire a été utilisé pour rembourser les dettes de l'État à l'égard des entreprises publiques.

GRAPHIQUE 10 • ...par conséquent, la dette publique est majoritairement détenue par la BdA



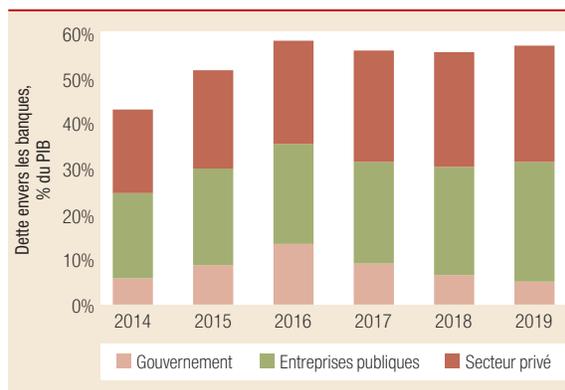
Source : BdA et FMI.
 Note : La dette publique est mesurée en additionnant l'endettement brut auprès de la Banque d'Algérie, des institutions bancaires et financières algériennes ainsi que des crédettes bilatéraux et multilatéraux. La dette publique externe est obtenue en additionnant l'endettement multilatéral et bilatéral (BdA).

GRAPHIQUE 11 • La liquidité a diminué suite à la conclusion du financement monétaire...



Source: BdA.

GRAPHIQUE 12 • ...et la majorité du nouveau crédit a été octroyé aux entreprises étatiques



Source: BdA.

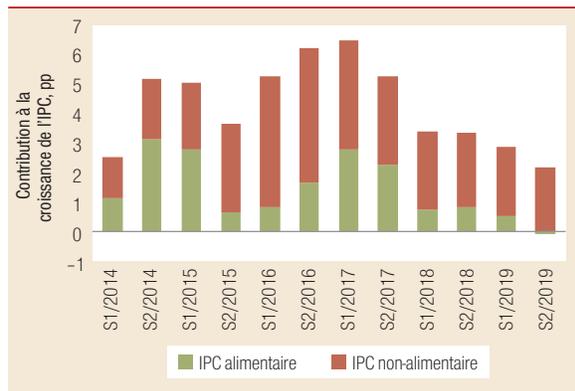
Évolutions monétaires et bancaires

La liquidité bancaire a chuté en 2019 avec la clôture du programme de financement monétaire, le financement du déficit budgétaire de 2019 et l'augmentation progressive du taux de réserve obligatoire des banques. Le programme de financement monétaire de la Banque d'Algérie a débuté en septembre 2017 et s'est achevé en mars 2019, avec 4 726 milliards de dinars injectés dans l'économie (soit 23 % du PIB de 2019)

sur un total de 6 556 milliards de dinars.¹² Combiné au prélèvement de liquidités sur les comptes des entreprises publiques pour financer le déficit budgétaire et à l'augmentation des taux des réserves bancaires obligatoires de 4 % en janvier 2018 à 10 % à l'été 2019, il a entraîné une baisse des dépôts bancaires inclus dans la monnaie au sens large (M2).

¹² Le programme de stérilisation visant à réduire les pressions inflationnistes a absorbé 37 % du financement monétaire total.

GRAPHIQUE 13 • En 2019, l'inflation a ralenti alors que les prix alimentaires stagnaient...

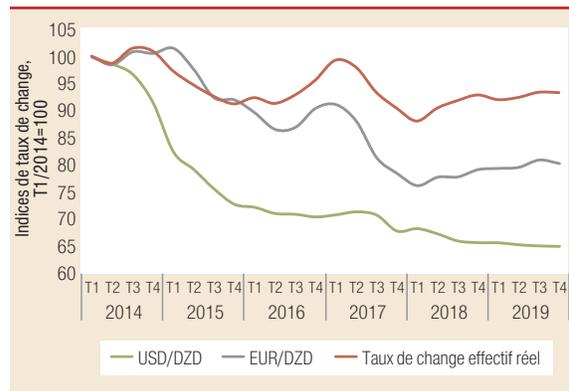


Source : ONS.

Les prêts bancaires aux entreprises publiques ont augmenté de 14,4 % en 2019, contre 4,2 % au secteur privé, suggérant une éviction de l'investissement privé. Bien que le secteur privé représente 64 % de la valeur ajoutée totale du secteur réel, les prêts en sa faveur ne représentaient que 48,0 % de l'ensemble des prêts bancaires, contre 50,1 % pour ceux accordés aux entreprises publiques. Le ratio des prêts non performants a grimpé de 9,2 % en 2014 à 13 % en 2018, le taux de provisionnement des banques passant de 65,2 % à 50,2 % sur la même période. Les tests de résistance réalisés en 2019 suggèrent que même si les risques de marché restent maîtrisés, les six banques publiques, qui représentent 85 % du crédit à l'économie, sont considérablement exposées à leurs trois principaux clients.

La croissance de l'indice national des prix à la consommation (IPC) a ralenti, de 3,5 % en 2018 à 2,3 % en 2019. L'IPC national, qui affiche une tendance à la baisse depuis son sommet de l'été 2016 qui a suivi la forte dévaluation de la monnaie en 2015, s'est légèrement relevé grâce à la stabilité du taux de change, de la croissance plus faible de la demande publique et privée, de la modération des prix réglementés, et du resserrement monétaire par la Banque d'Algérie.¹³ Le dinar algérien s'est légèrement déprécié par rapport au dollar américain, la devise dans laquelle les exportations de l'Algérie sont majoritairement facturées, passant de 116,6 dinars/dollar EU en 2018 à 119,4 dinars/dollar EU en 2019. En revanche, sa valeur s'est

GRAPHIQUE 14 • ...tandis que le taux de change effectif réel s'est légèrement apprécié



Source : BdA et FMI.

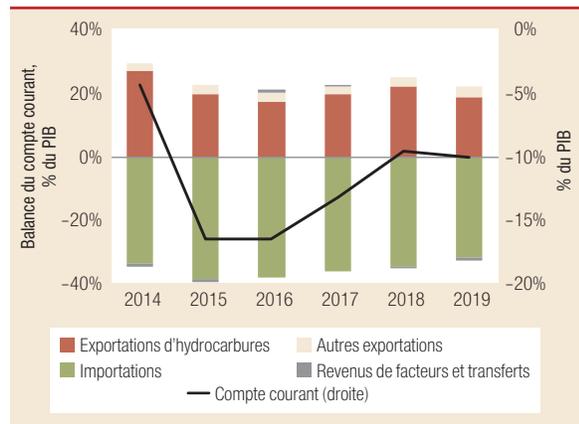
légèrement appréciée par rapport à l'euro et au yuan, dans lesquels s'échange la quasi-totalité des importations algériennes, passant de 137,5 dinars/euro en 2018 à 133 dinars/euro en 2019 et de 17,6 dinars/yuan en 2018 à 17,3 dinars/yuan en 2019. En conséquence, le taux de change effectif réel s'est légèrement apprécié, entraînant une perte de compétitivité internationale. Par ailleurs, la valeur de la monnaie locale est restée pratiquement inchangée sur le marché parallèle, s'échangeant avec une décote de 50 % par rapport au dollar EU et à l'euro sur le marché officiel (graphiques 13 et 14).

Comptes extérieurs

Le déficit du compte courant est demeuré relativement stable en 2019, la baisse des importations de biens et la réduction du déficit de la balance des services compensant largement la diminution des exportations d'hydrocarbures. Le déficit du compte courant représentait -10,0 % du PIB en 2019, contre -9,5 % en 2018. La balance commerciale des biens a enregistré un déficit de -5,6 % du PIB en 2019, contre -4,3 % en 2018, tandis que le déficit de la balance commerciale des

¹³ Le FMI (2017) montre que l'IPC algérien est très résistant à court terme et réagit surtout à la croissance de la masse monétaire et du taux de change, bien qu'avec un décalage de quatre trimestres.

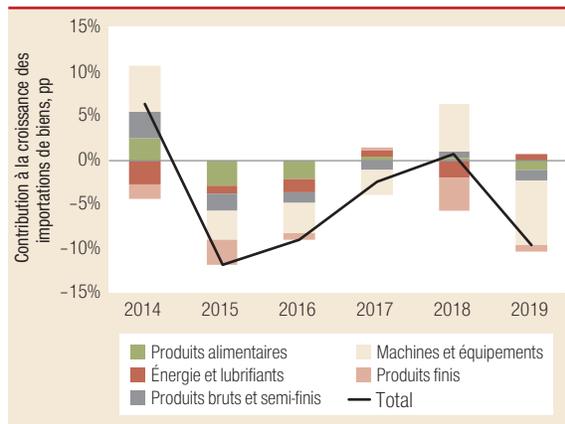
GRAPHIQUE 15 • L'effort de compression des importations s'est poursuivi...



Source : BdA.

services s'est amélioré, passant de -4,7 % du PIB en 2018 à -3,7 % en 2019. La baisse des exportations de biens de 23,4 % du PIB en 2018 à 20,5 % en 2019 n'a été que partiellement compensée par la diminution des importations de biens de 27,7 % du PIB en 2018 à 26,1 % en 2019, malgré les restrictions supplémentaires à l'importation et la dévaluation du dinar algérien, qui ont entraîné une contraction des importations d'équipement, de produits bruts et finis et de denrées alimentaires. Le déficit du compte

GRAPHIQUE 16 • ...entraîné par une forte baisse de la valeur des importations d'équipements



Source : Ministère des Finances.

courant a entraîné une diminution supplémentaire des réserves internationales, qui sont tombées à 61,5 milliards de dollars EU à la fin de 2019 selon le FMI,¹⁴ couvrant 13,6 mois d'importations de biens et services, contre 78,6 milliards de dollars EU un an plus tôt (graphiques 15 et 16).

¹⁴ Excluant les Droits de Tirage Spéciaux.



L'ALGÉRIE FACE À LA PANDÉMIE DE COVID-19

Introduction

L'économie mondiale est confrontée à un rythme incertain de reprise après la récession profonde et synchrone provoquée par les confinements visant à contenir la pandémie de COVID-19. La première vague de la pandémie a frappé presque toutes les économies du monde au cours du deuxième trimestre de 2020. Le PIB réel des pays du G20 a subi une contraction estimée à 9,1 % en glissement annuel, la seule exception étant la Chine dont la croissance en glissement annuel a atteint 11,8 % après la contraction enregistrée durant le premier trimestre. La réaction rapide et énergique des banques centrales du monde entier pour maintenir la souplesse des conditions de financement a contribué à donner aux gouvernements la marge de manœuvre nécessaire pour accroître les dépenses afin de répondre aux besoins sanitaires et économiques de la population. La reprise reste toutefois inégale, l'activité s'améliorant dans le secteur des biens, mais restant faible dans celui des services, et en particulier des voyages internationaux. La deuxième vague d'infection intervenue à l'automne, qui enregistre chaque jour plus de 500 000 nouveaux cas dans

le monde et plus de 7 500 décès quotidiens, s'est traduite par de nouveaux confinements. L'indice composite mondial des directeurs des achats (IDA)¹⁵ a ainsi baissé de 0,3 point de pourcentage pour s'établir à 52,1 en septembre, après quatre mois de hausse consécutifs. La reprise économique sera en grande partie déterminée par la mise sur le marché et l'efficacité du vaccin contre la COVID-19, avec toutefois d'importants risques baissiers liés aux conditions économiques et financières.

Dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), les économies ont été exposées au double choc d'une récession provoquée par les mesures de confinement et d'une chute brutale des recettes en devises. L'Irak, l'Algérie, l'Iran et la Libye ont subi une baisse importante de leurs revenus pétroliers, tandis que le Maroc, la Tunisie, le Liban et la

¹⁵ L'IDA composite est un indicateur de la santé économique de l'industrie manufacturière et du secteur des services qui fournit des informations sur la situation des affaires à un moment donné. Un IDA supérieur à 50 indique une expansion par rapport au mois précédent. Un IDA inférieur à 50 traduit une contraction, et un IDA à 50 est synonyme d'une absence de changement.

Jordanie enregistraient une contraction des recettes du tourisme international et des envois de fonds. Compte tenu de la disponibilité limitée de tampons budgétaires dans les pays de la région MENA, une grande partie des mesures prises à ce jour a consisté à supprimer les dépenses publiques non essentielles et à réaffecter ces fonds aux dépenses de santé et aux mesures d'aide économique aux ménages et aux entreprises.

Pour limiter la propagation du virus en Algérie, le Gouvernement a, dès le début de la pandémie, imposé des mesures de confinement strictes aux particuliers et aux entreprises. Elles comprenaient notamment l'annulation des vols et l'imposition de quarantaines aux Algériens rapatriés, ainsi que la fermeture des écoles, des universités, des restaurants et des magasins. L'État a également ordonné l'annulation de tous les événements publics et privés, y compris les manifestations et les activités religieuses, ainsi que l'arrêt des services de transports publics. En outre, la moitié des fonctionnaires et des travailleurs du secteur public économique ont été mis en congé obligatoire avec maintien de leur rémunération. Enfin, depuis le printemps, le Gouvernement impose des couvre-feux plus ou moins stricts aux wilayas (gouvernorats). Il a également limité les exportations de biens stratégiques, tels que les produits alimentaires, médicaux et d'hygiène, afin d'améliorer l'état de préparation du pays.

La pandémie de COVID-19 a frappé l'Algérie au moment de la formation d'un nouveau gouvernement chargé de conduire des réformes politiques et économiques, et de rééquilibrer les finances publiques. Abdelmadjid Tebboune, élu président en décembre 2019, a nommé Adbdelaziz Djerrad au poste de Premier ministre, et un nouveau gouvernement a été formé en janvier 2020. Le premier cas de COVID-19, enregistré en Algérie le 25 février, est survenu quelques jours après la publication du plan d'action du Gouvernement prévoyant des réformes pour accélérer la transition vers une croissance menée par le secteur privé, tout en préservant le modèle social algérien. Le double choc de la pandémie de COVID-19 et de la baisse simultanée des prix du pétrole a toutefois contraint l'État à prendre un certain nombre de mesures pour atténuer l'impact de la pandémie sur les ménages

et les entreprises. Il a également rendu urgente l'accélération des réformes structurelles pour rétablir les équilibres macrobudgétaires à long terme et encourager le développement du secteur privé. La loi de finances rectificative promulguée le 4 juin 2020 comprenait des dispositions pour faire face à l'impact de la pandémie de COVID-19 sur le système de santé. En octobre 2020, le ministre des Finances a révélé que 65 531 milliards de dinars (0,3% du PIB de 2019) avaient été alloués aux différents secteurs en réponse à la pandémie de COVID-19.¹⁶

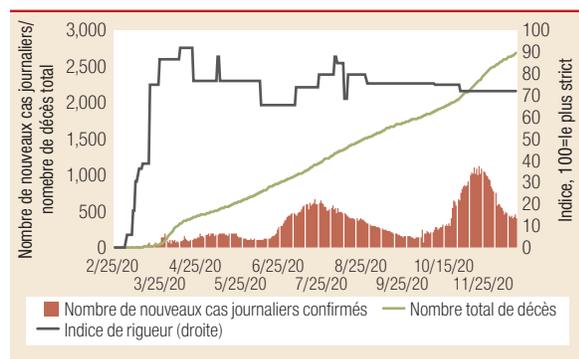
En août 2020, le président Tebboune a présidé la Conférence nationale sur le plan de relance économique et sociale qui devrait déboucher sur une stratégie de diversification économique. Cette conférence, qui réunissait le Gouvernement, les institutions publiques, les syndicats et des experts en développement économique, était structurée en onze ateliers animés par des ministres sectoriels. Elle débouchera sur l'élaboration d'une stratégie qui définira les étapes pour sortir du modèle fondé sur les hydrocarbures et s'articulera autour de trois horizons, à savoir, fin 2020, fin 2021 et fin 2024.

Le double choc algérien

La pandémie de COVID-19 s'est brutalement abattue sur l'économie algérienne. Le premier cas algérien de COVID-19 a été signalé le 25 février 2020. Le 2 mars 2020, deux autres cas étaient confirmés, suivis quotidiennement par de nouveaux cas et d'un premier décès le 12 mars 2020. Au cours de la première vague de la pandémie, le nombre des nouveaux cas confirmés quotidiens a culminé à 675 le 24 juillet 2020. Suite à une accalmie en août et en septembre, le nombre de nouveaux cas diagnostiqués est reparti à la hausse en octobre. Au 22 décembre 2020, le pays enregistrait un total de 96 069 cas confirmés et 2 687 décès (graphique 17). Toutefois,

¹⁶ Depuis le début de la pandémie, le ministère a alloué 12 643 milliards de dinars au secteur de la santé, 24 702 milliards de dinars aux ménages vulnérables, 24,390 milliards de dinars aux agents de l'État, et 3 317 milliards de dinars au rapatriement des Algériens bloqués à l'étranger.

GRAPHIQUE 17 • Malgré la réponse rapide des autorités, une seconde vague d'infections de COVID-19 est en cours

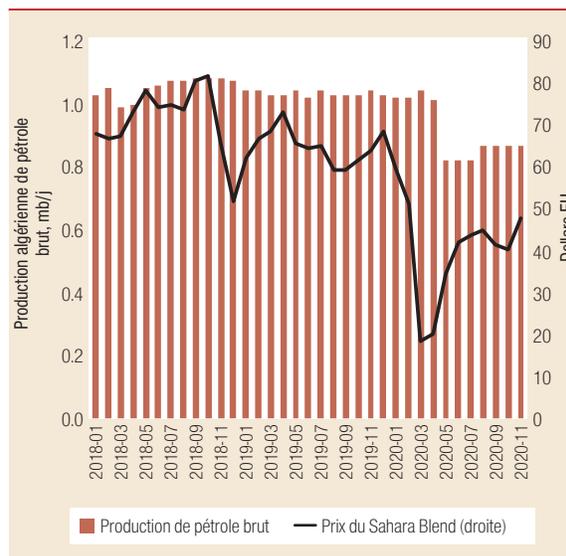


Source : Université Johns Hopkins pour le nombre de cas reportés et le nombre de décès, Oxford Covid-19 Government Response Tracker pour l'Indice de rigueur.
 Remarque : L'Indice de rigueur mesure l'ampleur de la réponse gouvernementale afin de contenir la pandémie de COVID-19 sur une échelle de 0 à 100 (100=le plus strict). C'est une mesure composite établie sur la base de neuf indicateurs, notamment la fermeture des écoles, des lieux de travail, l'annulation des événements publics, les restrictions sur la taille des rassemblements, les fermetures du transport en commun, le confinement à domicile, les restrictions sur les déplacements intérieurs, les restrictions sur les voyages internationaux et les campagnes d'information.

compte tenu du nombre limité des tests disponibles, les cas confirmés sont sans doute sensiblement sous-estimés par rapport aux cas réels.

La réaction politique du Gouvernement a été rapide face à la pandémie. Le Gouvernement a alloué au secteur de la santé 3,7 milliards de dinars (473,6 millions de dollars EU) pour le matériel médical, 16,5 milliards de dinars (128,9 millions de dollars EU) pour des primes destinées à ses travailleurs, et 8,9 milliards de dinars (69,5 millions de dollars EU) pour son développement.¹⁷ D'importantes importations de produits et équipements de santé ont été réalisées, avec une simplification des procédures d'importation pour faciliter les échanges. Des hôpitaux locaux ont été mis en place, et des entreprises publiques ont été réquisitionnées pour contribuer à l'effort national. Getex, un acteur de l'industrie textile, a ainsi été appelé à fabriquer des masques ; Soidal, une entreprise pharmaceutique, à produire du désinfectant pour les mains ; et ENIE, un fabricant de produits électroniques, à produire des respirateurs. Une aide en nature (nourriture, eau) a également été distribuée à 600 000 familles touchées par la pandémie. Les efforts du Gouvernement ont été complétés par le don

GRAPHIQUE 18 • Les prix et les quotas de production de pétrole ont chuté simultanément



Source : L'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) pour la production de pétrole et l'OPEP pour les prix du pétrole du Sahara Blend.

par la Chine de masques chirurgicaux, de tests et de respirateurs artificiels, et par le déploiement d'équipes médicales chinoises pour aider l'Algérie à lutter contre la pandémie.

En même temps, les prix internationaux du pétrole ont fortement chuté à la fin du mois de février, au moment où la pandémie de COVID-19 frappait le monde entier. Les prix du Sahara Blend ont dégringolé de 50,9 dollars EU/baril en février 2020 à 17,9 dollars EU/baril en mars 2020, entraînés, d'une part, par la chute brutale de la demande pétrolière chinoise (représentant 14 % de la demande mondiale totale¹⁸) et par l'excédent d'offre qui en a résulté, et, d'autre part, par une absence d'accord entre les membres de l'OPEP+ sur les réductions de production. Lors de la réunion extraordinaire de l'OPEP+ tenue en avril 2020, les pays membres ont convenu de réduire la production jusqu'à la fin de 2020. L'Algérie s'est engagée à réduire sa production de pétrole de

¹⁷ FMI, 2020.

¹⁸ Selon l'AIE, la demande de pétrole de la Chine s'établissait à 13,7 mb/j en 2019 et la demande mondiale à 99,8 Mb/j.

200 milliers de barils par jour, ce qui s'est traduit entre janvier et novembre 2020 par une baisse de 11,9 % en glissement annuel¹⁹ (graphique 18).

Croissance et marché du travail

Même si les données de PIB du deuxième trimestre ne sont pas encore publiées,²⁰ à l'approche du deuxième trimestre de 2020, l'élan économique est resté faible avec, au premier trimestre de 2020, une contraction de 3,9 % de l'activité économique en glissement annuel. Les dépenses de consommation ont augmenté de 1,2 % au premier trimestre de 2020 (contre 2,4 % au premier trimestre de 2019), induites par une hausse de 0,8 % de la consommation privée et une contraction de la consommation publique de 2,0 %. Les dépenses d'investissement ont affiché une forte contraction de 5,0 % en glissement annuel au premier trimestre de 2020. Les exportations ont décliné de 11,8 % en glissement annuel au premier trimestre de 2020, entraînées par la baisse de 14,5 % des exportations d'hydrocarbures. Les importations se sont contractées de 16,3 % en raison du durcissement des restrictions à l'importation et de la baisse de la demande de machines et d'équipement. Du côté de la production, tous les secteurs de l'économie ont enregistré une modération ou une contraction au premier trimestre de 2020, avec des baisses notables en glissement annuel dans le secteur des hydrocarbures (-13,4 %), les transports et les communications (-4,8 %), le commerce (-1,5 %), les hôtels, cafés et restaurants (-2,7 %), les services aux ménages (-1,8 %), et l'administration publique (-2,9 %). Ces secteurs devraient être les plus touchés par la COVID-19 à cause des mesures de confinement et de l'augmentation de l'épargne de précaution en période d'incertitude économique, de la baisse des recettes du tourisme international et des envois de fonds (graphique 19).

Pour le deuxième trimestre de 2020, les données sur la production industrielle publique indiquent une accentuation de la contraction globale enregistrée au premier trimestre de 2020 à la suite des mesures de confinement. La baisse de la production industrielle publique s'est aggravée, passant de -6,8 % entre les premiers trimestres de 2019 et de 2020 à -14,1 % entre les deuxièmes trimestres de

2019 et de 2020, à la suite des mesures de confinement qui ont entraîné la mise en congé obligatoire avec maintien de leur rémunération de la moitié des effectifs des entreprises publiques et l'arrêt de l'activité dans le secteur de la construction. Les secteurs publics les plus touchés par la pandémie comprennent l'industrie des hydrocarbures (contraction de -8,5 % en glissement annuel au deuxième trimestre de 2020 contre un recul de -3,1 % au premier trimestre de 2020) ; les industries de l'acier, des métaux, de la mécanique, de l'électricité et de l'électronique (contraction de -54,0 % en glissement annuel au deuxième trimestre de 2020 contre un recul de -38,3 % au premier trimestre de 2020) ; les secteurs des matériaux de construction, de la céramique et du verre (contraction de -24,7 % au deuxième trimestre contre -11,4 % au premier trimestre) ; et les industries textiles (contraction de -26,6 % contre un recul de -14,6 % au premier trimestre). Pour le premier semestre 2020, la production industrielle publique a reculé de 10,4 % en glissement annuel, avec des baisses enregistrées dans l'activité manufacturière publique (20,2 %) et le secteur public des hydrocarbures (5,8 %) (graphique 20).

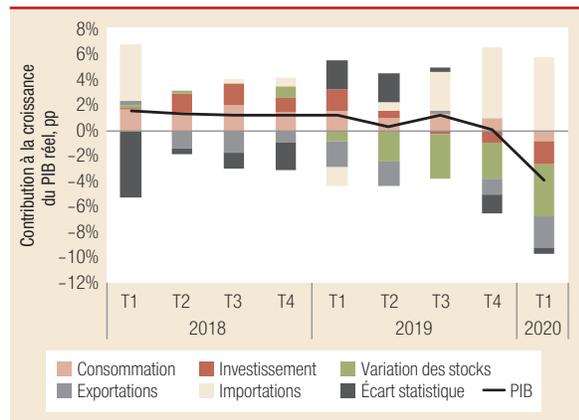
Les entreprises publiques algériennes ont subi d'importantes pertes de revenus en raison de la pandémie de COVID-19, en particulier dans les secteurs des transports et de l'énergie. L'arrêt des déplacements internationaux, régionaux et intra-urbains a entraîné des pertes importantes pour les entreprises publiques actives dans le secteur des transports. Le déficit d'Air Algérie est estimé à 271 millions de dollars EU à la fin de 2020 (si on exclut les demandes potentielles de remboursement des billets non utilisés) et celui de Tassili Airlines à 800 millions de dinars par mois.²¹ Les prestataires de services de liaison par ferries (Groupe algérien de transport maritime, GATMA) et par le train (Société nationale des transports ferroviaires, SNTF) ont tous deux essuyé une perte de 50 % de leur chiffre d'affaires, et le système de transport public urbain et suburbain (Entreprise de transport urbain et suburbain d'Alger, ETUSA) a perdu 30 % de ses revenus. Entreprise métro d'Alger (EMA) a enregistré

¹⁹ AIE, avril 2020.

²⁰ Sur le site de l'ONS, en date du 17 décembre 2020.

²¹ El Watan, juillet 2020.

GRAPHIQUE 19 • L'investissement et la consommation ont tous deux reculé au premier trimestre...

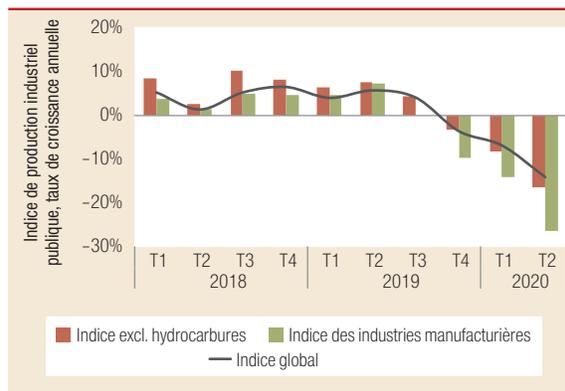


Source: ONS.

des pertes de revenus de 7 millions de dollars EU entre le 22 mars et le 16 juillet à travers six wilayas.²² Les restrictions touchant les voyages internationaux et intérieurs ont entraîné des pertes de revenus estimées à 27 milliards de dinars par mois dans les secteurs de l'hôtellerie privée et des agences de voyages et de tourisme.²³ Pour les entreprises publiques actives dans le secteur de l'énergie, les autorités ont signalé des pertes de 10 milliards de dollars EU pour Sonatrach, de 324 millions de dollars EU pour Naftal, et de 142 millions de dollars pour Sonelgaz entre janvier et septembre 2020.²⁴ En réponse aux importantes pertes subies par les entreprises publiques du secteur de l'énergie, le Ministère de l'Énergie a annoncé en juillet un audit de Sonatrach, suivi en octobre de coupes budgétaires chez Sonatrach et Sonelgaz de 182 milliards de dinars dans les dépenses courantes (soit 17 % de l'enveloppe budgétaire) et de 150 milliards de dinars dans les dépenses d'investissement.²⁵ Une restructuration majeure de Sonatrach et Sonelgaz, à l'aide d'une réduction des effectifs et d'une modernisation des processus métier, est attendue en réaction à ces coupes budgétaires. De même, la direction d'Air Algérie envisage de mettre en œuvre des réductions de salaire pouvant atteindre 40 % en 2021.²⁶

Une enquête du Ministère du Travail a révélé l'impact négatif significatif de la pandémie de COVID-19 sur le marché de l'emploi.²⁷ Les données préliminaires révèlent qu'environ 334 000 Algériens

GRAPHIQUE 20 • ...tandis que les données de production industrielle publique suggèrent une contraction plus marquée au deuxième trimestre



Source: ONS.

ont enregistré une baisse de leur nombre d'heures de travail, 53 000 se sont retrouvés au chômage de façon temporaire ou permanente, et 180 000 ont subi des retards dans le paiement de leurs salaires.²⁸ Les secteurs les plus touchés étaient les transports, le tourisme, la restauration, l'hôtellerie, l'artisanat, l'énergie et le commerce de détail et de gros. Les artisans, par exemple, ont connu une baisse de leur activité comprise entre 80 % et 100 %, avec une perte économique estimée à 36,2 milliards de dinars. L'Agence Nationale de l'Emploi (ANE) fait également état d'une baisse de l'offre de main-d'œuvre, le nombre des demandeurs d'emploi chutant de 67 672 en janvier 2020 à 8 579 en avril 2020.

Une enquête menée en juillet 2020 par le Cercle d'action et de réflexion pour l'entreprise (Care) révèle quant à elle la détresse financière du secteur privé.²⁹ Environ 17 % des entreprises ont signalé que 100 % de leur chiffre d'affaires était affecté par les conséquences de la pandémie de COVID-19. Plus de 56 % des chefs d'entreprise

²² Le Maghreb, août 2020.

²³ Algérie Eco, juillet 2020.

²⁴ Algérie Eco, octobre 2020.

²⁵ Algérie Presse Service, juillet 2020.

²⁶ Algérie Eco, octobre 2020.

²⁷ Algérie Eco, novembre 2020.

²⁸ Algérie Eco, août 2020.

²⁹ Care, juillet 2020.

interrogés ont déclaré être incapables de faire face à leurs obligations fiscales et 61 % avoir besoin d'un financement urgent pour honorer leurs engagements financiers, tels que le paiement des salaires des employés ou de leurs congés.

En outre, une enquête récente d'Ecotechnics suggère de nombreuses fermetures d'entreprises, particulièrement des PME, et des pertes d'emplois substantielles dans le secteur privé.³⁰ Près de 60% des PME sondées auraient fermé à la mi-mars, tandis que 63% des travailleurs indépendants auraient dû cesser leurs activités, principalement des commerçants et des artisans. Plus de 70% des travailleurs occasionnels auraient dû arrêter leurs activités après le début du confinement. Si le secteur public n'aurait presque pas connu de licenciements et que les travailleurs à l'arrêt auraient majoritairement perçu leur salaire, la crise sanitaire aurait causé des pertes d'emplois substantielles dans le secteur privé, tandis que la plupart des salariés en arrêt de travail du secteur ne percevraient pas de salaire.

Les autorités ont pris plusieurs mesures pour apporter une aide immédiate à la population.

Selon la Direction générale des impôts, 45,5 % des 11 millions de travailleurs algériens perçoivent des revenus mensuels inférieurs à 30 000 dinars, soit moins de 233 dollars EU, signe d'un emploi vulnérable. Une allocation forfaitaire de solidarité a été mise en place. Elle prévoit le versement de 30 000 dinars par mois pendant trois mois aux salariés à faible revenu. En mai 2020, 322 000 personnes avaient bénéficié de cette allocation selon le Ministère de l'Intérieur, des Collectivités Locales et de l'Aménagement du Territoire. Un soutien en nature, sous forme de produits alimentaires et d'eau, a également été distribué à 600 000 ménages. En outre, l'allocation de solidarité du Ramadan, dont le montant est passé de 6 000 dinars à 10 000 dinars, a été étendue à 2,2 millions de ménages.

Plusieurs mesures ont également été prises pour alléger les obligations financières des particuliers et des entreprises et accroître la liquidité, notamment le report de la déclaration et du paiement des impôts sur le revenu pour les particuliers et les entreprises, à l'exception des grandes entreprises, et l'assouplissement des délais contractuels et des pénalités pour les entreprises

enregistrant des retards dans l'achèvement des travaux publics. Parmi les mesures bancaires figurent l'abaissement du principal taux directeur de la BdA de 3,5 % à 3,25 % le 15 mars, puis à 3 % le 30 avril et la diminution du taux de réserve obligatoire de 10 % à 8 % le 15 mars, puis à 6 % en avril et 3% en septembre. La Banque d'Algérie a également assoupli les ratios de solvabilité, de liquidité et de prêts non performants des banques et a permis l'extension de certains prêts sans provisionnement supplémentaire.

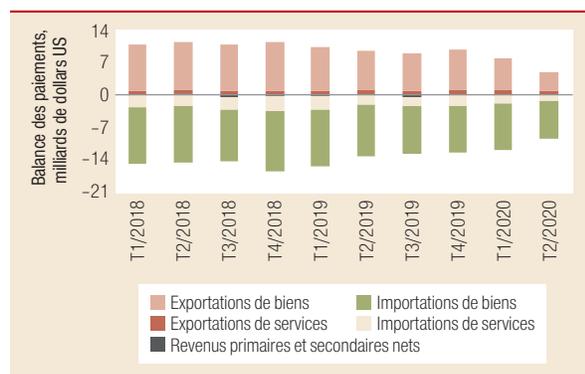
Parmi les économies largement tributaires des hydrocarbures, le coût budgétaire de la pandémie de COVID-19 en Algérie apparaît comme modéré. Selon le FMI, les dépenses budgétaires additionnelles et pertes en revenus encourues par l'Algérie atteignent 564 millions de dollars EU (0.4% du PIB) dont 235 millions de dollars EU (42% du total) représentent des dépenses additionnelles dans le secteur de la santé. Ce total est bien supérieur à celui de l'Irak (0.2% du PIB), mais inférieur à celui du Nigeria (1.5% du PIB) ou de l'Angola (0.5% du PIB)

Comptes extérieurs

En réaction à la baisse des recettes d'exportation des hydrocarbures, les autorités ont mis en œuvre des mesures pour limiter l'aggravation du déficit du compte courant. Les autorités se sont fixé un objectif de réduction de la facture des importations d'au moins 10 milliards de dollars EU, soit 6 % du PIB, aidée notamment par une dépréciation maîtrisée de la monnaie. Depuis le début de l'année, le dinar algérien a ainsi perdu de la valeur face au dollar américain (-6,3 %), à l'euro (-9,2 %) et au yuan (-6,8 %), entraînant une hausse des prix à l'importation. D'autres politiques de réduction ont été introduites, portant notamment sur l'extension des restrictions à l'importation des véhicules, dont l'interdiction de l'importation de voitures de plus de trois ans. Le Gouvernement prend également des mesures pour réduire la dépendance du pays aux importations de services, et le président Tebboune exigeant des ministères sectoriels qu'ils attribuent leurs contrats aux

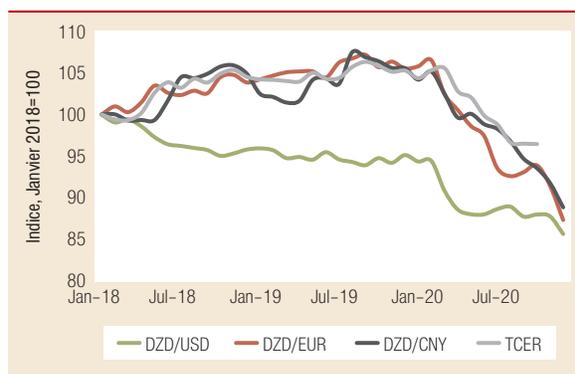
³⁰ Liberté, novembre 2020.

GRAPHIQUE 21 • Le commerce international s'est effondré en 2020...



Source : BdA.

GRAPHIQUE 22 • ...sur fonds d'une dépréciation maîtrisée du dinar



Source : IMF et Investing.com.

entreprises nationales.³¹ Le transfert de la gestion du métro d'Alger du groupe français RATP à une société algérienne exclusivement détenue par l'Entreprise Métro d'Alger (EMA) en est une bonne illustration.³²

Durant le premier semestre de 2020, le solde du compte courant est resté stable à 9 milliards de dollars EU par rapport à la même période de référence de l'année précédente, malgré de fortes variations de ses composantes. Au premier semestre de 2020, les exportations se sont contractées de 39 % en glissement annuel, principalement en raison de la chute des exportations d'hydrocarbures à 10 milliards de dollars EU au premier semestre de 2020, contre 17 milliards de dollars EU au premier semestre de 2019. En même temps, les importations ont baissé de 23,3 milliards de dollars EU au premier semestre de 2019 à 18,1 milliards de dollars EU au premier semestre de 2020 (-22 %) en raison de la faible demande intérieure, des politiques de réduction des importations et de la dépréciation du dinar (graphique 21 et 22). Les envois de fonds et les recettes du tourisme international devraient chuter, les autorités estimant à 2-3 milliards de dollars EU par an les envois de fonds circulant chaque année dans le système bancaire.³³ En outre, la Banque mondiale prévoit que les envois de fonds se contracteront de 8 % en 2020.³⁴ Les pertes de recettes du tourisme international sont estimées à 800 millions d'euros (soit 930 millions de dollars EU) au cours de l'été.³⁵ Selon le FMI, après 10 mois en 2020, les réserves en devises ont diminué de 13 milliards de dollars

EU pour atteindre 48,5 milliards de dollars EU en octobre 2020.

Finances publiques

La pandémie a entraîné une baisse considérable des recettes budgétaires et devrait conduire à une augmentation des dépenses de santé et de protection sociale. Selon les projections de la Banque mondiale, les revenus des hydrocarbures passeront de 13,1 % du PIB en 2019 à 9,5 % du PIB en 2020, en ligne avec la contraction de la production et des prix des hydrocarbures. Les neuf premiers mois de 2020 ont vu une baisse de 10,1 % de la production, et les prix du Sahara Blend ont chuté de 39,4 %. Les recettes fiscales directes et indirectes devraient également diminuer, dans la foulée de l'activité économique, et l'incidence de la fraude fiscale pourrait augmenter compte tenu des difficultés économiques auxquelles sont confrontés les particuliers et les entreprises. En revanche, la

³¹ Algérie Presse Service, juin 2020

³² Algérie Eco, août 2020.

³³ Des estimations non officielles indiquent que 7 millions d'Algériens vivent à l'étranger, dont 5 millions en France, 150 000 en Espagne et 60 000 au Royaume-Uni.

³⁴ Banque mondiale, octobre 2020.

³⁵ Selon un député algérien, en supposant des recettes touristiques moyennes de 1 000 euros par personne (soit 1 117 dollars EU). Agence Anadolu, septembre 2020.

dépréciation de la monnaie par rapport au dollar EU amortira la baisse des revenus des hydrocarbures. Les recettes issues des transferts de dividendes de la BdA devraient atteindre 783 millions de dinars en vertu de la loi de finances 2020. En même temps, le Gouvernement a réduit de 5,7 % ses dépenses courantes et d'investissement estimées pour 2020 dans la loi de finances rectificative de 2020 présentée en juin. Le déficit budgétaire global devrait néanmoins augmenter de manière considérable en 2020 pour atteindre 15,5 % du PIB, selon les autorités.

Évolutions monétaires et bancaires

En dépit des efforts consentis, la liquidité des banques publiques a considérablement diminué au cours du premier semestre de 2020. Ce déclin est imputable à la pandémie de COVID-19 et à la baisse des revenus des hydrocarbures, qui ont entraîné une diminution des dépôts dans les banques commerciales et la BdA.³⁶ Les banques algériennes ont augmenté de 404 milliards de dinars leur financement auprès de la BdA, soit une hausse de 36 %, à l'aide d'opérations d'*open market*.³⁷ Sur les six banques publiques – qui détiennent environ 90 % du total des dépôts du pays –, quatre ont un grand besoin de liquidité,³⁸ tandis que les banques privées sont confrontées à un excès de liquidité. La base monétaire détenue à la BdA est ainsi passée de 1 100 milliards de dinars en décembre 2019 à 840 milliards de dinars en juillet 2020, soit une baisse

de 24 %. Le resserrement des conditions de liquidité a amené les déposants particuliers à chercher à retirer leur épargne, exerçant ainsi une pression sur les dépôts d'Algérie Poste, où 35 % des Algériens détiennent un compte. En conséquence, Algérie Poste a dû imposer un plafond aux retraits quotidiens (graphique 23).

Les pressions inflationnistes sur l'économie restent pour l'instant contenues, avec des tendances divergentes entre les paniers alimentaire et non alimentaire de l'IPC national.

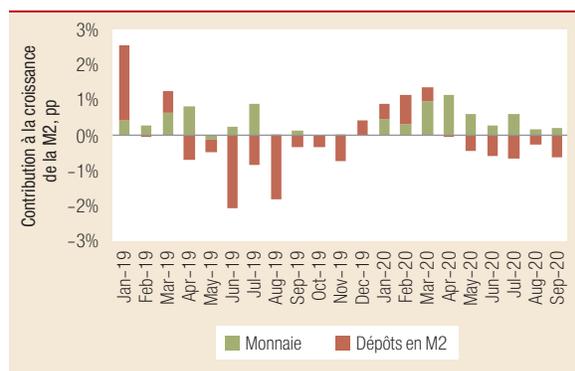
L'IPC a progressé à un taux annuel de 2,0 % au cours des dix premiers mois de 2020 en glissement annuel, en dépit du programme de financement non conventionnel conduit entre septembre 2017 et mars 2019, qui a injecté 4 726 milliards de dinars dans l'économie. Les paniers alimentaire et non alimentaire de l'IPC ont toutefois affiché des tendances divergentes. Le premier a avancé de 0,3 % sur les dix premiers mois de 2020 en glissement annuel, sur fond de contrôle des prix des produits alimentaires de base et d'efforts des pouvoirs publics pour limiter les hausses de prix des produits frais. Le second a progressé de 3,3 % sur la même période (graphique 24).

³⁶ Algérie Éco, août 2020.

³⁷ Jeune Afrique, septembre 2020.

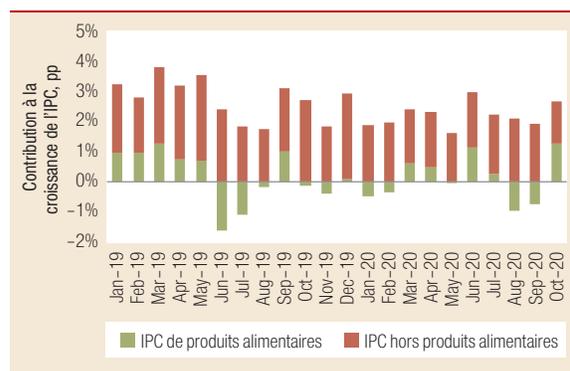
³⁸ Banque Extérieure d'Algérie (BEA), Banque de l'Agriculture et du Développement Rural (BADR), Banque de Développement Local (BDL) et Crédit Populaire d'Algérie (CPA).

GRAPHIQUE 23 • La monnaie en circulation a augmenté avec la baisse de la liquidité bancaire



Source : Banque d'Algérie.

GRAPHIQUE 24 • Les pressions inflationnistes sont restées maîtrisées malgré la hausse des prix non-alimentaires



Source : ONS.

CONCLUSION

En raison du double choc causé par la pandémie de COVID-19, l'Algérie devrait enregistrer une contraction économique majeure en 2020. La consommation privée et l'investissement auront chuté en raison du ralentissement de l'activité économique dû aux confinements, aux pertes d'emplois, et à l'augmentation attendue de l'épargne de précaution. Le vaste segment informel de l'économie devrait subir le plus fort des pertes d'emplois étant donné l'absence de protection de l'emploi qui le caractérise et sa concentration au sein des secteurs les plus touchés par la pandémie, à savoir le commerce de gros et de détail, la construction et les services. L'inflation devrait toutefois rester contenue en attendant la reprise de la demande interne. Les déficits extérieur et budgétaire augmenteront, la baisse des importations, des investissements publics et la dépréciation de la monnaie locale ne compensant que partiellement la diminution des recettes tirées des hydrocarbures.

Une reprise économique partielle en 2021 et 2022 est conditionnée par une réduction marquée des déséquilibres macroéconomiques et par une relance franche de la demande intérieure globale, de la production et des exportations d'hydrocarbures. Compte tenu des contraintes budgétaires, les principaux leviers

de la croissance économique devraient être la consommation et l'investissement privés, ainsi que les exportations. Dans un contexte hautement incertain, l'équilibre des risques affiche une tendance pessimiste, avec d'éventuelles autres vagues d'infections au coronavirus susceptibles de nuire à la reprise économique. Une autre baisse du prix des hydrocarbures pourrait également accroître les besoins de financement budgétaire et extérieur, et imposer des ajustements supplémentaires sur les marchés des changes. En outre, une dépréciation du dollar EU face à l'euro et au yuan détériorerait les termes de l'échange de l'Algérie.

Ce faisant, la baisse soutenue du prix des hydrocarbures compliquera la reprise économique. Cette chute des prix a une nouvelle fois mis en évidence la vulnérabilité de l'économie algérienne aux chocs extérieurs, étant donné que ce secteur représente 25 % du PIB réel, 94 % des exportations de produits et 40 % des recettes budgétaires. Les autorités prévoient des déficits budgétaires globaux à -15,5 % du PIB en 2020 et -17,6 % en 2021, et que les réserves en devises reculeront en 2020 pour atteindre 44 milliards de dollars EU en fin d'année (-28%). Maîtriser les besoins de financement budgétaire et extérieur, tout

en assurant la liquidité domestique nécessaire à la reprise, et la stabilité monétaire qui préservera le pouvoir d'achat, représentera un défi. Compte tenu du prix du pétrole nécessaire à l'atteinte de l'équilibre budgétaire en Algérie, estimé à 106,3 dollars EU par le FMI, des mesures déterminantes seront nécessaires à la restauration de la soutenabilité budgétaire.

À l'avenir, la capacité de l'Algérie à assurer une transition vers un modèle économique diversifié et tiré par le secteur privé sera déterminante. Encourager le développement du

secteur privé, qui se cantonne principalement au segment informel de l'économie, passera par un élargissement de son accès au crédit, aux terres, aux compétences ou aux services et programmes publics, améliorant ainsi sa profitabilité et sa capacité à concurrencer les entreprises étrangères et publiques. Son développement devra constituer la pierre angulaire de la stratégie de relance économique et de transformation de l'Algérie, afin de soutenir la croissance économique et de générer des emplois de qualité pour la jeunesse algérienne.

ANNEXE 1: TABLEAU DES INDICATEURS ÉCONOMIQUES

	2017	2018	Provisoire 2019	Projections 2020	Projections 2021	Projections 2022
Croissance économique et prix						
PIB réel (changement en pourcentage)	1,3	1,2	0,8	-6,5	3,8	2,1
PIB réel hors hydrocarbures (changement en pourcentage)	2,0	3,0	2,4	-6,0	3,6	1,4
PIB per capita (dollars EU)	4 077	4 120	3 942	3 232	3 323	3 534
PIB (en trilliards de dinars)	18,9	20,5	20,4	18,3	19,4	21,0
PIB hors hydrocarbures (en trilliards de dinars)	15,2	15,9	16,4	15,4	16,0	16,2
PIB (en milliards de dollars EU)	170,1	175,4	171,2	143,0	149,6	161,8
Production de pétrole brut (millions de baril jour)	1 059	1 041	1 025	885	955	1 025
Exportations de pétrole brut (millions de baril jour)	557,3	472,0	488,0	363,8	388,5	413,4
Prix d'exportation du pétrole d'Algérie (dollars EU par baril)	54,0	70,5	64,2	40,4	42,0	48,0
Indice des prix à la consommation (changement en pourcentage, moyenne de la période)	5,9	3,5	2,3	2,1	3,8	4,2
En pourcentage du PIB						
Finances publiques^a						
Recettes et subventions gouvernementales	32,0	33,4	32,2	29,6	30,7	30,8
Recettes pétrolières	11,5	14,1	13,1	9,5	10,2	11,3
Recettes budgétaires hors hydrocarbures	20,5	19,3	19,1	20,1	20,5	19,5
Dépenses	40,5	40,2	41,8	45,4	43,6	40,4
Dépenses courantes	24,8	26	23,9	26,4	25	23,2
Salaires et rémunérations	11,7	10,6	11	12,1	11,4	10,6
Achats de biens et services	1,0	1,1	0,7	0,7	0,6	0,6
Paiement d'intérêt	0,9	0,5	0,5	0,6	0,7	0,7
Transferts courants	11,1	13,8	11,6	13	12,3	11,3
Dépenses d'équipement	13,8	11,8	13,9	13,6	13,5	12,5
Solde CAS et interventions du Trésor	1,9	2,4	4,0	5,4	5,1	4,7
Solde budgétaire global primaire	-7,5	-6,3	-9,0	-15,1	-12,2	-8,8
Solde budgétaire global	-8,4	-6,8	-9,6	-15,8	-12,9	-9,6
En pourcentage du PIB, sauf indication contraire						
Dettes publiques^b						
Dettes publiques totales du gouvernement central	25,9	38,9	44,9	66,1	75,6	79,1
Dettes publiques externes	1,0	0,9	0,8	0,8	0,7	0,6
Dettes publiques externes (milliards de dollars EU)	1,7	1,5	1,4	1,3	1,2	1,1
En pourcentage du PIB, sauf indication contraire						
Secteur externe						
Compte courant	-13,0	-9,5	-10,0	-13,4	-15,7	-14,6
Balance commerciale de biens et services	-13,2	-8,9	-9,3	-12,7	-15,0	-13,9
Exportations de biens et services	22,1	25,3	22,4	16,2	17,9	19,6
Importations de biens et services	35,3	34,2	31,7	28,9	32,9	33,5
Réserves de change (en mois d'importation) ^c	19,2	15,5	13,6	13,6	5,7	3
Taux de change (dinar par dollar EU; moyenne de la période)	111,0	116,6	119,4	128,1	132	132

^a Les revenus pétroliers versés au FRR mais dépensés la même année sont comptabilisés comme revenus budgétaires pétroliers, tout comme les dividendes versés par la Sonatrach. En 2018, un transfert à la Caisse Nationale des Retraites, équivalent à 2,5% du PIB, a été reclassé des dépenses d'équipement vers les transferts courants.

^b La dette publique est mesurée en additionnant l'endettement brut auprès de la Banque d'Algérie, des institutions bancaires et financières algériennes ainsi que des créanciers bilatéraux et multilatéraux. La dette publique externe est obtenue en additionnant l'endettement multilatéral et bilatéral (BdA).

^c Excluant les Droits de Tirage Spéciaux (FMI).

BIBLIOGRAPHIE

- “Algeria is running out of coronavirus tests”. The North Africa Post, 24 juillet 2020, <https://northafrica-post.com/42641-algeria-is-running-out-of-coronavirus-tests.html>.
- Benali, Arezki. “Air Algérie : Le SNTMA s’oppose à la réduction des salaires pour faire face à la crise.” Algérie Eco, 17 novembre 2020. <https://www.algerie-eco.com/2020/11/17/air-algerie-le-sntma-soppose-a-la-reduction-des-salaires-pour-faire-face-a-la-crise/>.
- Benali, Arezki. “Métro d’Alger: La gestion bientôt assurée par une entreprise algérienne.” Algérie Eco, 22 septembre 2020. <https://www.algerie-eco.com/2020/09/22/metro-dalger-la-gestion-bientot-assuree-par-une-entreprise-algerienne/>.
- Bilan énergétique Ministère de l’Énergie 2019. https://www.energy.gov.dz/Media/galerie/bilan_energetique_national_2019_5f7b107553bcd.pdf.
- “Communiqué de la réunion du Conseil des ministres”. Agence Presse Services, 14 juin 2020, <http://www.aps.dz/algerie/106194-communique-de-la-reunion-du-conseil-des-ministres>
- “Coronavirus : le secteur du transport durement touché par la crise.” Radio Algérienne, 6 octobre 2020, <https://www.radioalgerie.dz/news/fr/article/20200610/194638.html>.
- “Coronavirus: un manque à gagner de 10 milliards de dollars pour Sonatrach.” Algérie Eco, 20 octobre 2020, <https://www.algerie-eco.com/2020/10/20/coronavirus-un-manque-a-gagner-de-10-milliards-de-dollars-pour-sonatrach/>.
- “Covid-19 : le manque à gagner d’Air Algérie atteindrait 89 mds DA d’ici fin 2020.” Aps.dz. 29 juin 2020. <http://www.aps.dz/economie/105960-covid19-les-pertes-d-air-algerie-a-38-mds-de-da-pourraient-atteindre-89-mds-da-d-ici-fin-2020>.
- “Crise de liquidités : la Banque d’Algérie peut-elle (vraiment) sauver les banques?” Jeune Afrique, 17 septembre 2020. <https://www.jeuneafrique.com/1046017/economie/crise-de-liquidites-la-banque-dalgerie-peut-elle-vraiment-sauver-les-banques/>.
- “Deep audit to be conducted in Sonatrach very soon.” Agence Presse Service, 21 juillet 2020. <http://www.aps.dz/en/economy/35067-deep-audit-to-be-conducted-in-sonatrach-very-soon>.
- Fonds monétaire international, Policy Responses to COVID-19, mis à jour régulièrement, <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19>.
- “G20 GDP Growth – Second quarter of 2020.” OECD, 14 septembre 2020, [https://www.oecd.org/sdd/na/g20-gdp-growth-second-quarter-2020-oecd.htm#:~:text=Year%2D on%2Dyear%2D GDP%20in,annual%20fall%20\(minus%2D 23.5%25\)](https://www.oecd.org/sdd/na/g20-gdp-growth-second-quarter-2020-oecd.htm#:~:text=Year%2D on%2Dyear%2D GDP%20in,annual%20fall%20(minus%2D 23.5%25)).

- Grim, Nordine. "Les mêmes causes produisant les mêmes effets: La crise de liquidités persiste." *Algerie-eco.com*, 24 septembre 2020. <https://www.algerie-eco.com/2020/09/24/les-memes-causes-produisant-les-memes-effets-la-crise-de-liquidites-persiste/>.
- Halim, Zidelkhalil and Mouhoubi Aissa. "Le financement des déficits budgétaires en Algérie : mécanismes et interactions inflationnistes." *Revue d'économie et de statistique appliquée*, Volume 17, Numéro 2, p. 204–2018. <https://www.asjp.cerist.dz/en/article/115427>.
- "Impact de la crise du Covid sur l'économie." CARE, 21 juillet 2020. <https://tbn.care.dz/fr/tbn/impact-de-la-crise-du-covid-sur-leconomie-sn96>.
- "La Covid-19 paralyse l'économie." *El Watan*, 19 juillet 2020, <https://www.elwatan.com/edition/actualite/la-covid-19-paralyse-leconomie-19-07-2020>.
- "Le déficit du Trésor atteindra 17,6% du PIB en 2021." *Algérie Eco*, 20 octobre 2020. <https://www.algerie-eco.com/2020/10/20/le-deficit-du-tresor-atteindra-176-du-pib-en-2021/>.
- Litamine, Khelifa. "Benabderahmane propose de déclarer le secteur touristique comme un secteur sinistré." *Algérie Eco*, 18 juillet 2020, <https://www.algerie-eco.com/2020/07/18/benabderahmane-propose-de-declarer-le-secteur-touristique-comme-un-secteur-sinistre>.
- "L'utilisation des réserves internationales de change pour le financement des investissements publics en Algérie : Une option irréaliste". *El Watan*, septembre 2020, <https://www.elwatan.com/pages-hebdo/sup-eco/lutilisation-des-reserves-internationales-de-change-pour-le-financement-des-investissements-publics-en-algerie-une-option-irrealiste-14-09-2020>.
- Mbida, Aurélie. "Crise de liquidités : la Banque d'Algérie peut-elle (vraiment) sauver les banques ?". *Jeune Afrique*, 17 septembre 2020. <https://www.jeuneafrique.com/1046017/economie/crise-de-liquidites-la-banque-dalgerie-peut-elle-vraiment-sauver-les-banques/>.
- Mehenni, Ouramdane. "Impact négatif de la Covid-19: Près de 50 000 travailleurs ont perdu leur emploi." *Algérie Eco*, 16 août 2020. <https://www.algerie-eco.com/2020/08/16/impact-negatif-de-la-covid-19-pres-de-50-000-travailleurs-ont-perdu-leur-emploi/>.
- Mehenni, Ouramdane. "Manque de liquidités : Le DG d'Algérie Postes s'explique." *Algérie Eco*, 27 août 2020. <https://www.algerie-eco.com/2020/08/27/manque-de-liquidites-le-dg-dalgerie-postes-sexplique/#:~:text=Dahmani%20a%20indiqu%C3%A9%20que%20la,%C3%A0%20la%20Banque%20d'Alg%C3%A9rie>.
- Ministère de l'Industrie et des Mines, *Bulletin d'information statistique de la PME no. 35*. Novembre 2019. http://www.mdipi.gov.dz/IMG/pdf/Bulletin_PME_N_35_vf.pdf.
- "Point de situation sur le financement non conventionnel." Banque d'Algérie, https://www.bank-of-algeria.dz/pdf/financement_non_conventionnel.pdf.
- Rabhi, Meziane. "Une enquête du cabinet Ecotechnics sur l'impact de la crise sanitaire sur le monde du travail, Liberté, 29 novembre 2020, <https://www.liberte-algerie.com/actualite/choc-massif-349782>.
- Rédaction AE. "BTPH: 25 000 entreprises à l'arrêt, 200 000 travailleurs au chômage technique." *Algerie-eco.com*, 7 mars 2020, <https://www.algerie-eco.com/2020/03/07/btph-25-000-entreprises-a-larret-200-000-travailleurs-au-chomage-technique/>.
- Sonatrach, *Rapport financier: Comptes consolidés Groupe Sonatrach*, 2019.
- "Une vision du développement : les bons résultats du Sénégal, le recul inquiétant de l'Algérie." *Algériepart Plus*, 30 octobre 2020. <https://algeriepartplus.com/une-vision-du-developpement-les-bons-resultats-du-senegal-le-recul-inquietant-de-lalgerie/>.
- Wali, Med. "Procédures pour rembourser les abonnés du métro et tramway 100 milliards de centimes de pertes à cause de corona!" *Le Maghreb*, 5 août 2020, http://www.lemaghrebdz.com/?page=detail_actualite&rubrique=Nation&id=99568.
- World Bank, *Phase II : COVID-19 Crisis Thought a Migration Lens*, Migration and Development Brief 33, octobre 2020.



WORLD BANK GROUP

1818 H Street, NW
Washington, DC 20433